

# Marinova, troisième journaliste assassinée en un an dans l'Union

## UE L'investigatrice bulgare a été retrouvée morte étranglée, samedi

► L'assassinat de Victoria Marinova allonge une sombre liste. ► En Slovaquie et à Malte, les enquêtes sur les assassinats de deux autres journalistes peinent à faire la lumière sur les responsables.

Le douzième anniversaire du meurtre de la journaliste russe Anna Politkovskaya a résonné avec un écho particulier, dimanche, alors que l'on apprenait le meurtre, de Victoria Marinova, journaliste de 30 ans, samedi soir dans la ville de Ruse, au nord de la Bulgarie. Son corps a été retrouvé dans un parc de la ville. L'enquête examine toutes

les pistes, tant liées à la vie personnelle que professionnelle de la journaliste. Elle animait une émission consacrée aux questions de société diffusée localement à Ruse, grand port des bords du Danube, à la frontière avec la Roumanie. Dans le dernier numéro cette émission, le 30 septembre, elle avait diffusé un entretien avec deux journalistes d'investigation réputés, le Bulgare Dimitar Stoyanov et le Roumain Attila Biro, qui enquêtent sur des soupçons de fraude aux subventions européennes qui impliqueraient des hommes d'affaires et des élus. Les deux journalistes avaient brièvement été retenus par la police au cours de cette enquête, leur cas suscitant une condamnation de l'ONG Reporter sans frontières (RSF).

C'est la troisième journaliste d'investigation tuée dans l'UE en l'espace d'un an, après la

Maltaise Daphné Caruana Galizia et le Slovaque Jan Kuciak.

### Un an après, Malte n'a pas fait la lumière

Daphné Caruana Galizia, connue pour ses révélations sur la corruption des élus et le blanchiment d'argent, est morte dans l'explosion de sa voiture le 16 octobre 2017. A ce jour, si les exécutants ont été arrêtés, on ne sait toujours rien des commanditaires.

Vendredi dernier, la Cour Constitutionnelle maltaise a par ailleurs reconnu le conflit d'intérêt dans l'enquête dénoncée par la famille Caruana Galizia. Les proches de la journaliste estimaient que l'implication dans l'enquête du commissaire ad-

joint de police, Silvio Valletta, violait l'article 2 de la convention européenne des droits de l'homme. Valletta est l'époux d'un membre du gouvernement sur lequel la journaliste enquêtait et membre du conseil d'administration de l'agence de renseignements financiers maltais, qui a fermé les yeux pendant de nombreux mois sur les agissements douteux de la banque Pilatus, désormais privée de sa licence.

Les trois personnes inculpées pour l'assassinat de la journaliste s'abstiennent de coopérer à l'enquête.

Ils ont jusqu'à refuser de confirmer leur identité lors de leur premier interrogatoire. La presse maltaise a décrit la froideur de celui qui a déclenché la bombe placée sous la voi-

ture de la journaliste avec son téléphone personnel, depuis un bateau, en pleine mer. Une fois sa tâche accomplie, et sans transition, il aurait écrit à sa petite amie pour lui demander de lui « ouvrir une bouteille de vin ».

Les autorités maltaises ont pu remonter leur trace grâce aux informations des services secrets italiens. Mais les suspects semblent avoir leurs propres relais du côté des forces de l'ordre. Selon l'hebdomadaire britannique *The Economist*, l'un d'eux faisait l'objet d'une surveillance des autorités depuis un petit temps. Les enquêteurs chercheraient aussi à savoir qui les auraient prévenus du fait qu'ils allaient être arrêtés, constatant qu'ils s'étaient débarrassés d'éléments accablants peu de temps avant l'arrivée des forces de police. La semaine dernière, le procureur général de l'île s'est par ailleurs joint à la requête de la famille Caruana Galizia pour une enquête publique pour déterminer si l'assassinat de leur proche aurait pu être évité.

### Plusieurs pistes en Slovaquie

En février, Jan Kuciak, 27 ans, et sa compagne, étaient retrouvés tués par balle dans leur maison. La police avait immédiatement conclu que ce double assassinat était lié à son travail d'investigation. Il y a deux semaines, quatre suspects ont été arrêtés et les autorités soupçonneraient désormais le millionnaire Marian Kocner, notamment connu pour son apparition sur des listes de mafieux de la police et publiées dans la presse en 2005. Kuciak avait écrit sur ses montages financiers. Selon la presse slovaque, la piste de la mafia italienne n'a toutefois pas encore été écartée. Une somme de 70.000 euros avait été versée pour cet homicide. ■

ÉLODIE LAMER